

Note

« La multinationalisation des pétrolières canadiennes »

Jorge Niosi

L'Actualité économique, vol. 60, n° 1, 1984, p. 106-121.

Pour citer cette note, utiliser l'information suivante :

URI: <http://id.erudit.org/iderudit/601279ar>

DOI: 10.7202/601279ar

Note : les règles d'écriture des références bibliographiques peuvent varier selon les différents domaines du savoir.

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter à l'URI <https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche. Érudit offre des services d'édition numérique de documents scientifiques depuis 1998.

Pour communiquer avec les responsables d'Érudit : info@erudit.org

La multinationalisation des pétrolières canadiennes

Jorge NIOSI
Département de sociologie
UQAM

L'investissement direct canadien à l'étranger (IDE) dans l'industrie pétrolière connaît, depuis une dizaine d'années, une croissance remarquable. En effet, de 1969 à 1979 et selon les dernières données disponibles il a expérimenté un taux annuel de croissance de 22%, alors que l'ensemble de l'investissement canadien à l'étranger augmentait de 14% par année au cours de la même période. Traditionnellement concentré aux États-Unis, l'IDE canadien dans l'industrie pétrolière se diversifie géographiquement de plus en plus, atteignant un nombre considérable de pays.

Cet investissement international est réalisé par un assez grand nombre d'entreprises indépendantes dont aucune n'a encore rejoint le rang des multinationales¹. Toutefois, ces firmes transnationales canadiennes en formation sont si dynamiques qu'elles méritent que l'on s'y arrête pour décrire et expliquer un processus qui devrait aboutir, en l'espace de quelques années, à la création de plusieurs multinationales pétrolières à contrôle canadien.

L'article est divisé en trois parties. Dans la première j'étudie le contrôle de l'industrie pétrolière canadienne, la mainmise étrangère croissante au XX^e siècle, et l'émergence des compagnies locales. Dans la deuxième partie j'analyse la multinationalisation de ces sociétés indépendantes canadiennes, et notamment leur implantation aux États-Unis, au Royaume-Uni, en Indonésie, en Australie, et ailleurs. La conclusion résume les principaux résultats de la recherche et énonce quelques prévisions d'avenir quant aux stratégies d'expansion étrangère des indépendants canadiens.

1. Par firme multinationale ou transnationale pétrolière j'entends une firme qui produit, raffine ou vend du pétrole ou du gas naturel dans au moins cinq pays, mis à part son pays d'origine. Cette définition exclut la simple activité d'exploration et elle est cohérente avec celle adoptée par le Centre sur les sociétés transnationales des Nations Unies. (Cf. ONU, Centre sur les sociétés transnationales: *Les Sociétés transnationales dans le développement mondial*, New York, 1973, 195 p., chap. 1.)

1. *Le contrôle du pétrole au Canada*

L'histoire de l'industrie pétrolière au Canada peut être facilement divisée en plusieurs étapes². La première va de 1858, année des premiers forages, à 1947, date des grandes découvertes de pétrole en Alberta. À cette époque le Canada importait la quasi-totalité de ses besoins en pétrole. De 1947 à 1970 ce fut la croissance de la production locale et l'achèvement d'une certaine auto-suffisance à travers l'activité des compagnies multinationales étrangères. Enfin, depuis 1970, c'est l'intervention croissante de l'État canadien pour réduire le contrôle étranger, rapatrier une partie des profits et épauler le secteur privé autochtone.

Dès la fin du XIX^e siècle Imperial Oil, devenue en 1898 la filiale canadienne de la S. Oil of New Jersey (aujourd'hui Exxon), dominait l'industrie pétrolière du pays. Imperial Oil possédait en 1919 plus de 90% de la capacité de raffinage du Canada, mais cette mainmise avait décliné à 56% en 1940 à cause de l'entrée de plusieurs autres grandes compagnies multinationales et de quelques indépendants canadiens. Ainsi, Royal Dutch Shell incorporait une filiale en 1911 au pays et construisait ses premières raffineries en 1932 et 1933. Texaco entrait en 1938 par moyen de l'achat de Mc Coll-Frontenac, un producteur canadien intégré. SOCAL s'installait d'abord en Colombie-Britannique avec un réseau de stations-service puis s'intégrait verticalement au raffinage. Parmi les principales sociétés canadiennes de l'époque il y avait British-American Oil, créée en 1906 et complètement intégrée au cours des années 1920, Pacific Petroleum et Home Oil, des producteurs de brut non intégrés et Irving Oil participant seulement au raffinage et à la distribution dans les Maritimes.

En 1946, à la veille de la première grande découverte albertaine, le Canada importait 90% du pétrole qu'il consommait. Dès lors la production augmenta pour atteindre 55% de la demande domestique en 1956 et 87% en 1968. Cette étape d'expansion s'est accompagnée de l'entrée des autres « majors » et des plus grands indépendants américains et européens au Canada. British Petroleum est entrée en 1953 en achetant une compagnie locale d'exploration ; en 1957 cette société entrait dans la vente de gasoline et en 1960 dans le raffinage. Gulf acheta British-American Oil en 1956, alors que Petrofina Canada était incorporée en 1950.

Tout au long de cette période les entreprises multinationales étrangères ont absorbé des compagnies canadiennes. Le contrôle étranger quasi complet du raffinage et de la distribution fut renforcé par la main-

2. *Canada's Oil Monopoly*, Highlights from The State of Competition in the Canadian Petroleum Industry, J. Lorimer & Co., Toronto, 1981, 626 p. ; David Crane, *Controlling Interest. The Canadian Gas and Oil Stakes*, McClelland and Stewart, Toronto, 1982, 336 p. ; Earl Gray, *Impact of Oil*, Ryerson Press, Toronto, 1969, 138 p.

mise de Imperial Oil sur le principal oléoduc canadien, Interprovincial Pipelines, le seul amenant le pétrole de l'Ouest vers le marché ontarien. Toutefois, la production de pétrole comme telle était beaucoup plus déconcentrée. Les quatre grands (Imperial Oil, Shell, Texaco et Gulf) ont produit 26% du pétrole canadien entre 1956 et 1968, alors qu'elles possédaient près de 80% de la capacité canadienne de raffinage à cette dernière date³. Pour l'ensemble de l'industrie le contrôle étranger atteignait en 1971 94% des recettes et 90% des actifs (cf tableau 1).

Vers 1970 commence une nouvelle étape marquée à la fois par le rachat des filiales étrangères par des intérêts locaux, et par l'expansion-internationale des compagnies canadiennes elles-mêmes. Nous aborderons ici le processus de rachat, laissant l'autre volet pour la section suivante.

TABLEAU 1
PROPRIÉTÉ ET CONTRÔLE DE L'INDUSTRIE PÉTROLIÈRE,
CANADA, 1971-1981, EN P.C.

	1971	1973	1975	1977	1979	1981	1982
<i>Recettes</i>							
Propriété étrangère	79,5	78,7	76,1	73,7	73,8	67,2	65,8
Contrôle étranger	94,4	94,0	92,9	87,0	82,5	74,8	73,8
<i>Actifs</i>							
Propriété étrangère	77,7	75,8	72,2	66,8	62,2	52,6	49,5
Contrôle étranger	89,6	87,7	84,7	73,3	60,5	45,0	43,4

SOURCE: Agence de surveillance du secteur pétrolier, *Examen de l'activité 1980*, p. 46 et *Examen de l'activité 1982*.

Le processus de « canadianisation » de l'industrie pétrolière a vraisemblablement commencé au début de 1971 lorsque Ashland Oil of Kentucky essaya de prendre le contrôle de Home Oil, l'un des plus grands indépendants canadiens. Le gouvernement fédéral intervint et la société fut finalement achetée par Consumers'Gas de Toronto. Peu après, Ottawa créait la Corporation de développement du Canada, qui acquit en 1975 la Compagnie Tenneco Oil and Minerals de sa maison-mère américaine pour constituer CDC Oil and Gas. La même année Petro-Canada fut incorporée comme société d'État fédérale. En 1976 elle absorba Atlantic Richfield Canada, en 1978, Pacific Petroleum et Westcoast Transmission, en 1981, Pétrofina Canada et en 1982, les principaux actifs de BP Canada, pour devenir la plus grande pétrolière canadienne intégrée.

3. *Canada's Oil Monopoly, op. cit.*, p. 61 ; Statistique Canada, Catalogue 31-402, Rapport pour 1970, Ottawa, 1975, p. 49.

En novembre 1980 le gouvernement canadien approuvait sa nouvelle politique énergétique et de nombreuses compagnies étrangères vendaient leurs filiales canadiennes à des intérêts privés locaux. En 1981, \$7,5 milliards furent consacrés au rachat d'intérêts étrangers. Parmi eux se détachent le rachat de Hudson Bay Oil and Gas par Dome Petroleum (\$2 milliards), l'achat de Aquitaine of Canada par la CDC (\$1,6 milliard), l'acquisition de Pétrofina Canada par Pétro-Canada (\$1,5 milliard), l'absorption de Candel Oil par Sulpetro (\$536 millions) et la prise de participation de la Ontario Energy Corp. dans Suncor (\$650 millions)⁴. En novembre 1982 Petro-Canada annonçait l'achat des raffineries et des stations-service de BP Canada. À côté de ces grands rachats publics ou privés, pas moins d'une douzaine d'autres transactions ont agrandi le secteur privé canadien. Le résultat est la montée des sociétés canadiennes notamment au niveau de l'extraction. Le tableau 2 présente les vingt premiers producteurs de pétrole en 1982.

Au niveau du raffinage la percée des compagnies domestiques est moins impressionnante. Les quatre grandes (Imperial Oil, Shell, Gulf et Texaco) possédaient en mai 1983 55% de la capacité canadienne, et l'ensemble des sociétés étrangères avait 66% de la capacité du pays. Seules Pétro-Canada, Irving Oil, Consumers'Coop, Turbo Ressources et Husky Oil raffinent au Canada sans compter Petrosar, société pétrochimique d'État qui ne fait pas partie de l'industrie pétrolière comme telle. Et puisque Irving Oil et Consumers'Coop ne produisent pas de pétrole, il n'y avait que trois sociétés canadiennes intégrées, contre sept étrangères en 1983⁵.

Quant à la vente au détail les quatre grandes possédaient ou approvisionnaient 57% des points de vente en mai 1983. Parmi les sociétés canadiennes seules Pétro-Canada et Irving Oil, avec 14% et 9% du total respectivement, méritaient une mention. Husky Oil, Turbo Ressources et Federated Coop additionnaient à peine 5% du total canadien⁶.

En somme le processus de rachat semble avoir affecté surtout la production de pétrole et très peu le raffinage et la distribution, où le contrôle étranger reste très élevé. Néanmoins, certaines compagnies canadiennes commencent lentement à émerger. Celles de l'État (Pétro-Canada, Canterra Energy du groupe CDC et Husky Oil, filiale de Nova) semblent les plus solides, mais plusieurs sociétés privées comme Pan Canadian Petroleum, Hiram Walker Ressources et Norcen Energy Ressources commencent à se détacher du reste quant à leur taille. D'autres,

4. Agence de surveillance du secteur pétrolier, Canada, *Examen de l'activité 1981*, Ottawa, p. 51.

5. *Oilweek*, 30 mai 1983, p. 21.

6. *Oilweek*, 27 juin 1983, p. 15.

comme Dome Petroleum, Sulpetro et Turbo Resources, pourraient les rejoindre dans la mesure où elles pourront surmonter leurs difficultés financières actuelles.

En effet, plusieurs sociétés privées sont tombées victimes de leur hâte à profiter de la nouvelle politique énergétique. Pour absorber des filiales étrangères, elles se sont lourdement endettées envers les banques canadiennes en 1980-81. La hausse des taux d'intérêt et la chute des prix et de la demande de pétrole se combinèrent pour hypothéquer leur développement futur. Les trois compagnies sous-mentionnées (Dome, Sulpetro et Turbo) se trouvent dans des situations particulièrement délicates après avoir contracté d'importantes dettes bancaires pour absorber des filiales étrangères⁷.

Mais le processus de rachat n'a pas été le seul à avoir marqué les années 1970. En fait, plus que tout autre chose ce fut l'expansion très rapide des indépendants canadiens qui caractérisa la décennie et ce, grâce à la montée des prix du pétrole et à la fermeté de la demande. De petites compagnies avec d'importantes réserves et une faible production ont vu leurs ventes et leurs actifs se multiplier. Le tableau 3 montre la croissance extrêmement rapide de plusieurs des principaux indépendants canadiens.

TABLEAU 2
PRINCIPAUX PRODUCTEURS CANADIENS DE PÉTROLE, 1982

Compagnie	Production brute en 1982 (m ³ /d)	Compagnie	Production brute en 1982 (m ³ /d)
Imperial Oil	26 000	Canterra Energy	5 530
Texaco Canada	23 000	Husky Oil*	5 490
Dome Petroleum*	18 320	Hiram Walker Resources*	5 240
Gulf Canada	18 180	Norcen Energy Resources*	4 290
Chevron Canada	14 310	Canadian Superior	3 400
Mobil Oil Canada	13 600	Canada Cities Service	3 070
Petro-Canada*	13 120	Union Oil Canada	3 100
Amoco Canada	11 500	BP Canada	2 550
Shell Canada	10 000	Saskoil Corp*	1 740
Pan Canadian Petroleum*	9 480	Sous-total	119 580 (79,1%)
Suncor	7 660	Total Canadien	252 314 (100%)

SOURCE: *Oilweek*, le 6 juin 1983, p. 4.

*Société canadienne

Enfin, dernier développement important des années 1970, la rentabilité du secteur a attiré de nombreuses firmes extérieures à l'industrie pétrolière. Ainsi, Home Oil fut absorbée par Hiram Walker-Gooderham & Worts, la multinationale canadienne de la distillerie, pour constituer

7. *Financial Post*, 6 novembre 1982, p. B5.

TABLEAU 3
 TAUX ANNUEL DE CROISSANCE DES PRINCIPALES PÉTROLIÈRES CANADIENNES,
 ACTIFS 1971 ET 1981
 (millions de dollars canadiens)

Compagnie	Actifs 1981	Actifs 1971	Taux
Dome Petroleum	10 316	202	48%
Péto-Canada	6 613	—	—
Home Oil ¹	2 076	271	22%
Husky Oil ²	2 075	306	21%
Pan Canadian Petroleum	1 004	204	23%
Bow Valley Industries	1 062	61	33%
Norcen Energy Resources ³	804	123	21%
Ranger Oil	424	23	34%
Oakwood Petroleum	370	2	67%
Boalorme Resources	324	8	45%
United Canso	311	14	36%
Coseka Resources	288	3	55%
Canada Northwest	211	5	46%
Page Petroleum	177	1	62%
Asamera	185	31	20%

SOURCE: *Financial Post Survey of Oils* 1973, et *FP Survey of Mines and Energy Resources* 1982.

1. Les actifs de 1981 sont ceux de Hiram Walker Resources dans l'industrie du pétrole et du gaz.
2. Les actifs de 1981 sont ceux de Nova dans l'industrie du pétrole et du gaz.
3. Les actifs de 1971 sont ceux de Canadian Industrial Gas and Oil; pour 1981 il s'agit de ceux de Norcen Energy Resources dans l'industrie pétrolière et gazière.

Hiram Walker Resources. Canadian Industrial Gas and Oil fut d'abord fusionnée à Northern and Central Gas Corporation en 1975 et la compagnie résultante, Norcen Energy Resources, fut absorbée par le groupe Argus en 1978. Également, Power Corporation achetait en 1980-81 des blocs de 20% des actions de Sulpetro et de Sceptre Resources alors que Alberta Gas Trunk Lines achetait Husky Oil en 1978-79 et changeait son nom pour Nova, société albertaine, en 1980.

Toutefois l'intégration verticale resta hors de portée pour la majorité des firmes. L'Ontario et le Québec montraient, dès la fin des années 1970, une capacité excédentaire dans le raffinage. Tout indique que le réseau des stations-service était trop étendu également. Les indépendants canadiens pouvaient alors croître, mais à l'intérieur d'un segment de l'industrie, soit la production de pétrole et de gaz naturel. C'est dans ce segment qu'elles se sont étendues outre-frontières mettant à profit leur expérience au Canada.

3. *La multinationalisation des indépendants canadiens*

L'IDE canadien dans l'industrie pétrolière a fait un bond spectaculaire au cours des années 1970. Bond en termes absolus d'abord : alors que de 1959 à 1969 il avait progressé au rythme de 11% par an, de 1969 à 1979 il l'a fait à une vitesse double, soit de 22% par année⁸. À titre de comparaison et durant ces dix dernières années, l'ensemble de l'IDE canadien n'a augmenté que de 14% par an. Il n'est donc pas étonnant que la part de l'IDE pétrolier soit passée de 8% à 15% de l'IDE canadien total entre 1969 et 1979.

À cette augmentation rapide correspond une diversification géographique. Alors qu'au début des années 1970 plus de 90% de l'IDE pétrolier canadien était encore localisé aux États-Unis, ce pays n'accapare plus que les deux tiers du total en 1979. Cette diversification géographique correspond au processus de multinationalisation des indépendants canadiens. Le tableau 4 apporte les principaux chiffres de cette évolution.

Le taux de croissance par région montre que le Royaume-Uni a été le principal bénéficiaire de cette diversification géographique. En effet, de 1969 à 1979 l'IDE pétrolier canadien y a expérimenté un taux annuel de croissance de 40%, contre 18% aux États-Unis et 37% ailleurs dans le monde. En outre, le Royaume-Uni est devenu le deuxième plus important pays récepteur des investissements pétroliers canadiens, avec 9% du total. Passons maintenant à l'analyse des investissements canadiens dans les principaux pays hôtes.

3.1 *Les pétrolières canadiennes aux États-Unis*

Le Canada est, en 1981, le deuxième investisseur international dans l'industrie pétrolière américaine, après les Pays-Bas. Mais alors que les capitaux hollandais sont concentrés dans les activités d'une seule grande société (Shell), les investissements canadiens sont dispersés dans plus de cent sociétés indépendantes qui y font de l'exploration et/ou de la production⁹. Cependant, le nombre de firmes canadiennes qui y produit du pétrole ou du gaz est beaucoup moindre, peut-être d'une quarantaine de sociétés, et nombre d'entre elles n'exploitent que quelques puits. Le principal producteur était, en 1981, Hiram Walker Resources avec 1,8 million d'acres nets et une production journalière moyenne de 2 768 barils de pétrole et de 29,1 millions de pieds cubes de gaz. Les autres grandes compagnies canadiennes sont toutes présentes, incluant Dome, Pan Canadian Petroleum, Husky Oil, Bow Valley, Sulpetro, Sceptre Resources,

8. Calculé à partir de Statistique Canada, Cat. 67-202 annuel, et 11-001, quotidien, le 18 novembre 1982.

9. *Oil and Gas Journal*, 7 septembre 1981, p. 49.

TABLEAU 4
 INVESTISSEMENTS DIRECTS CANADIENS À L'ÉTRANGER
 DANS L'INDUSTRIE PÉTROLIÈRE, 1959-1979 PAR RÉGION*
 (millions de dollars canadiens)

Année	États-Unis	Royaume- Uni	Autres	Total
1959	138	—	13	151
1960	156	—	14	170
1961	157	—	14	171
1962	155	—	14	169
1963	221	—	15	236
1964	224	1	17	242
1965	223	2	17	242
1966	168	5	18	191
1967	168	6	26	200
1968	203	7	30	240
1969	390	9	29	428
1970	453	11	28	492
1971	501	12	34	547
1972	556	25	53	634
1973	688	34	114	836
1974	796	58	120	974
1975	966	97	184	1 247
1976	1 074	108	194	1 376
1977	1 270	129	203	1 605
1978	1 604	219	516	2 339
1979	2 098	263	681	3 042

SOURCE: Statistique Canada, Cat. 67-202, Ottawa, Annuel, 1971 à 1982.

*Avant 1959 l'IDE dans le pétrole et le gaz est agrégé avec l'industrie minière.

Ocelot et Ranger. On peut affirmer que la production américaine des firmes canadiennes ne dépasse pas 1% du total des États-Unis. Au niveau du raffinage la présence canadienne est plus mince: seules Husky Oil, Dome et Asamera y possèdent quelques usines.

La proximité géographique, culturelle, linguistique et juridique des deux pays, la possibilité d'explorer et de produire *on shore* et le régime légal américain ont contribué à permettre même aux indépendants petits et moyens du Canada d'explorer et d'exploiter quelques puits aux États-Unis. Historiquement, seuls les plus grands indépendants canadiens avaient traversé la frontière avant 1960, y compris Home Oil (aujourd'hui dans Hiram Walker Resources), Canadian Industrial Gas and Oil (aujourd'hui intégrée à Norcen), Husky Oil (alors sous contrôle américain) et Ranger Oil. En 1963, la compagnie Seagram avait acheté l'un des plus

grands indépendants américains, Texas Pacific Oil, pour \$50 millions, un chiffre très respectable à l'époque ; elle la revendait en 1980-81 pour 2,3 milliards de dollars pour prendre une participation minoritaire dans DuPont de Nemours. Au cours des années 1960, d'autres compagnies canadiennes se sont jointes aux premières, dont Bow Valley, United Canso et Dome Petroleum. Au cours des années 1970, le nombre de sociétés pétrolières canadiennes en activité aux États-Unis augmenta très rapidement. La hausse des prix du pétrole, la fermeté de la demande et un régime fiscal très libéral ont attiré alors des dizaines de petites et moyennes entreprises de l'ouest canadien vers des États comme le Texas, l'Utah, le Colorado, le Montana, le Dakota du Nord, l'Oklahoma, etc. La nouvelle politique énergétique, maintenant le prix canadien à 75% du prix mondial et augmentant les taxes, provoqua une véritable fuite des capitaux pétroliers canadiens vers les États-Unis depuis 1980. Au cours de la seule année 1981, ce montant était estimé entre un et deux milliards de dollars¹⁰.

3.2 *L'expansion au Royaume-Uni*

Au début des années 1960, l'existence de pétrole et de gaz sous le socle continental de la Mer du Nord ne faisait plus de doute. La Grande-Bretagne possédait environ 50% de ce socle. L'autre moitié était partagée entre les Pays-Bas, la République fédérale allemande, la Norvège et le Danemark. La RFA et le Danemark cédèrent la totalité de leur territoire à un seul consortium, alors que les autres pays ont opté pour des systèmes de permis octroyés par licitation internationale.

Les sociétés canadiennes ont décidé de participer à l'exploration en Mer du Nord britannique et seulement marginalement dans les autres pays. Avant 1964 il n'y avait aucun investissement canadien dans l'industrie pétrolière britannique. Ce fut en cette année, au cours de la première ronde d'attribution de permis, que des compagnies canadiennes y firent leur apparition. Ce furent Home Oil, Canadian Industrial Gas et Canadian Superior Oil, qui obtinrent une vingtaine de blocs sur les 346 qui furent accordés. Les trois compagnies canadiennes étaient parmi les cinquante participants qui, seuls ou en groupes, reçurent des concessions. Ces cinquante compagnies comprenaient les sept « majors » et tous les principaux indépendants américains et européens. Au cours de la deuxième ronde de concessions, en 1965, Home Oil, CIG et Pan Canadian ont obtenu quelques blocs supplémentaires. En 1970, lors de la troisième ronde l'on retrouve à nouveau Home Oil, CIG et Canadian Superior Oil ; Ranger s'ajouta alors à la liste de concessionnaires canadiens. En 1971 avait lieu la quatrième ronde. De nombreuses sociétés du Canada s'ajoutè-

10. *Financial Post*, 18 avril 1981, p. 57.

rent à la courte liste initiale. Les nouveaux concessionnaires canadiens étaient Bralorne Resources, Canada Northwest Land, Chieftain Development, Dome Petroleum, Husky Oil, Numac Oil and Gas, Seagram, Teck Resources, Thomson, Transcanada Resources, Voyages et Westburne ; la majorité d'entre elles étaient associées en groupes, souvent avec des sociétés américaines. Trois des principaux indépendants canadiens (Home Oil, CIG et Pan Canadian) étaient à nouveau parmi la liste des concessionnaires. En 1977, lors de la cinquième ronde, il y avait cinq sociétés canadiennes, dont deux nouvelles (Pacific Petroleum et Bow Valley). En 1979, il y avait six compagnies du Canada lors de la sixième ronde, mais elles étaient déjà toutes présentes dans l'exploration. Enfin, dans la septième ronde, celle de 1980-81 l'on trouve quatre compagnies canadiennes mais seulement une nouvelle, Candecca Ressources¹¹. En 1981 il y avait en Mer du Nord britannique près d'une vingtaine de compagnies canadiennes en exploration, parmi les quelque cent cinquante concessionnaires.

La production pétrolière en Mer du Nord britannique a commencé en 1976. Dès le début, le groupe canadien Thomson participa à l'extraction d'hydrocarbures en association avec Occidental Petroleum (opérateur), Getty Oil et Allied Chemical sur deux champs pétrolifères (Piper et Claymore) dans lesquels Thomson possède 20%. Cette société fait partie de la International Thomson Organization, une multinationale de presse, pétrole et tourisme appartenant à la famille de Lord Thomson of Fleet de Toronto, propriétaire aussi de Thomson Newspapers. En 1978, cette société canadienne produisait à elle seule 6% du pétrole de la Mer du nord britannique¹². Pendant l'année 1978, Ranger Oil a commencé à produire du pétrole dans le champ Ninian, géré par Chevron, mais Ranger n'y possède que 5% des intérêts. Enfin, en 1981 Sulpetro achetait Can Del Oil avec ses filiales britanniques. Can Del participait à 14% dans le champ Buchan, qui a commencé à produire la même année sous la gérance de BP. Plusieurs autres compagnies canadiennes devraient commencer à produire dans les années à venir, dont Bow Valley en 1983, avec Marathon Oil comme opérateur. En tout, les compagnies canadiennes ont extrait 7% du pétrole britannique en 1981.

Quoique importante pour les compagnies, leur place dans la production du Royaume-Uni est modeste. Aucune d'entre elles n'est intégrée verticalement dans ce pays. Aucune n'est opératrice d'un champ pétrolier *off shore* en activité, même si plusieurs dirigent des consortiums d'exploration. L'économie et la technologie de la production en Mer du nord

11. *Petroleum Press Service*, mai 1964, p. 163/166; octobre 1964, p. 344/346; avril 1972, p. 124; *Oil and Gas Journal*, 6 décembre 1965, p. 81/82; 15 juin 1970, p. 37/38; 20 août 1971, p. 28/29; 3 janvier 1972, p. 18; 20 mars 1972, p. 26/27; 14 février 1977, p. 53; 2 avril 1979, p. 50/51; 22 décembre 1980, p. 50; 23 mars 1981, p. 228.

12. *Petroleum Economist*, avril 1979, p. 146/150.

excluent les petites indépendantes : les mises de fonds nécessaires à l'exploration et au développement sont beaucoup plus importantes que dans la production *on shore* aux États-Unis ; la technologie du forage maritime est autrement plus complexe, et peu de sociétés canadiennes possèdent le *know how* nécessaire. Dès lors elles sont souvent des partenaires seconds dans des groupes dirigés par un « major » ou par un indépendant de grande dimension¹³.

3.3 *La filière indonésienne*

L'industrie pétrolière indonésienne a une histoire bien découpée en étapes. Depuis la découverte d'hydrocarbures en 1883 jusqu'à l'indépendance vis-à-vis la Hollande en 1949 le pétrole d'Indonésie fut exploité par les « majors ». En fait, ce fut sur la base de ce pétrole que la Royal Dutch fut incorporée en 1890. La Standard Oil of New Jersey s'y installa en 1912 d'abord seule puis en association avec Socony pour former Stanvac. SOCAL et Texaco y commencèrent l'exploration en 1936, associées sous le nom de Caltex. Les deux premières compagnies (Royal Dutch Shell et Stanvac) ont extrait la totalité du pétrole du pays avant l'invasion japonaise de 1942. Après la capitulation du Japon (1945) les installations furent gérées par leurs employés. À l'indépendance (1949), des compagnies locales se sont formées pour opérer certaines installations abandonnées, mais l'essentiel des moyens de production est revenu aux grandes compagnies. Durant cette période aucune société canadienne n'avait encore réalisé quelque activité que ce soit dans ce pays.

La deuxième étape de l'industrie pétrolière indonésienne, au contraire, fut inaugurée par deux compagnies canado-américaines, Refining Associates Canada Ltd (Refican) et Asamera. Dès 1957-58 Refican avait commencé à acheter du pétrole produit par la nouvelle société d'État indonésienne pour le revendre dans le Sud-est asiatique. En 1961 Refican et Asamera ont inauguré le nouveau régime juridique de l'Indonésie indépendante, en signant les premiers contrats de « production partagée » avec la nouvelle société pétrolière d'État de ce pays. Sous ce régime l'entreprise d'État devenait le gérant de toutes les activités d'extraction du pays et propriétaire de toutes les installations apportées par les compagnies. Celles-ci sont payées en pétrole et doivent retourner progressivement les concessions à l'État-hôte. À partir des premiers contrats signés avec Refican et Asamera, l'Indonésie passa des accords semblables avec des dizaines de compagnies étrangères. Entre-temps, elle nationalisait

13. Pour un aperçu des caractéristiques de l'exploration et de la production pétrolière en Mer du nord voir M. Grenon, *Le nouveau pétrole*, Hachette, Paris, 1975, 317 p. ; D.I. MacKay et G.A. Maskay, *The Political Economy of North Sea Oil*, M. Robertson Ltd, Londres, 1975, 193 p. ; K. Chapman, *North Sea Oil and Gas*, David and Charles, Londres, 1976, 240 p.

toutes les installations de transport, de raffinage et de distribution de pétrole, de sorte que les sociétés étrangères n'ont accès à l'industrie qu'au niveau de la production. Cependant, les nouveaux arrivants ont commencé à produire des quantités importantes seulement au cours des années 1970. Ainsi, avant 1972, Caltex avait produit 82% du pétrole de l'Indonésie indépendante, Pertamina 10%, Stanvac 6% et Asamera, des quantités de l'ordre de 1% à 2%¹⁴.

En 1982, dix ans plus tard, il y avait trente-huit compagnies pétrolières étrangères opérant en Indonésie¹⁵. Parmi elles cinq sociétés canadiennes (Asamera, Bow Valley, Hudson Bay Oil and Gas, Husky Oil et Home Oil). Trois de ces sociétés y produisaient du pétrole en 1981 : Hudson Bay, Asamera et Bow Valley. Leur production, de 11 000, 7 700 et 318b/d respectivement ne représentait qu'une fraction négligeable de celle du pays, estimée à 1 604 000b/d. Fin 1982, Dome Petroleum vendait les propriétés indonésiennes de sa filiale Hudson Bay à un consortium britannique pour \$350 millions¹⁶. Par contre, Home Oil comptait y commencer à produire en 1984 des quantités substantielles de pétrole.

3.4 *L'invasion de l'Australie*

L'Australie est un nouvel arrivant sur la scène pétrolière mondiale. En 1981, l'on calculait qu'au cours des trois dernières décennies seulement quelque trois mille puits y avaient été forés. À titre de comparaison rappelons qu'en 1981 l'on avait foré 7 165 puits au Canada. En outre, l'Australie est un importateur net de pétrole, achetant à l'étranger près de 30% de sa consommation.

Avant 1977 peu de sociétés canadiennes exploraient cette zone frontalière. United Canso Oil and Gas y avait acheté des terres en 1962 et découvert du gaz en 1965, puis du pétrole en 1967. Mais les prix ne justifiaient pas la production, et les coûts du développement étaient trop élevés. Ainsi, United Canso retarda la production d'année en année (elle devrait commencer en 1984 pour ce qui est du gaz).

Le développement de l'exploration en Australie démarre avec l'arrivée au pouvoir, fin 1977, de l'administration libérale, et la défaite travailliste. Les libéraux augmentèrent les prix payés au producteur, qui n'étaient que de \$2,50 australiens jusqu'au niveau du prix mondial; en outre, le taux des royautés de la production *on shore* fut laissé à 10%. La recherche pétrolière s'est multipliée. Alors qu'en 1977 seulement vingt-

14. A.G. Bartlett III *et al.*, *Pertamina. Indonesian National Oil*, Amerasian Ltd., Djakarta, 1972, 420 p., p. 3; *Financial Post Survey of Oils*, Toronto, 1960-1980.

15. *Oil and Gas Journal*, 14 juin 1982, p. 38.

16. *La Presse*, 31 décembre 1982, p. A-18.

et-un puits avaient été forés, en 1982 le chiffre passait à quatre cent quatre¹⁷.

Près de vingt compagnies canadiennes sont entrées dans l'exploration en Australie depuis 1978, y compris toutes les grandes indépendantes. En 1981, deux de ces compagnies y avaient trouvé du pétrole, soit Home Oil et Hudson Bay Oil and Gas, mais la production commerciale n'avait pas encore commencé. Les autres compagnies canadiennes en activité comprennent Norcen Energy Resources, Pan Canadian Petroleum, et Ranger Oil, ainsi que de plus petits indépendants comme Coho Resources, Oakwood Petroleum, Silverton Resources, Ocelot Industries, Page Petroleum, Canada Southern Petroleum et Peyto Oils. Ces pétrolières canadiennes sont entourées d'une centaine de compagnies américaines, européennes et australiennes, y compris tous les « majors » et les grands indépendants. Les canadiennes n'y produisent pas encore, mais ça ne devrait pas tarder.

3.5 D'autres développements

Les compagnies canadiennes explorent maintenant dans de nombreux pays et commencent à produire du pétrole dans plusieurs. En Grèce, le seul producteur de pétrole est Denison Mines, principal exploitant d'uranium canadien. Denison s'est diversifié dans le pétrole en 1962 et a découvert du pétrole en Mer Égée en 1975. Elle y produit depuis 1980. Ce brut est raffiné par la société grecque de pétroles de l'État¹⁸.

Trois compagnies canadiennes, Denison Mines, Canada Northwest et Pétro-Canada produisent du pétrole en Espagne depuis 1979. En 1981, elles ont produit environ 20% du brut espagnol, associées dans l'exploitation du gisement *off shore* de Casablanca. Elles sont parmi les quelque vingt sociétés américaines, européennes et espagnoles en activité dans ce pays¹⁹.

Enfin, l'Égypte attire depuis 1976 un nombre croissant de sociétés canadiennes. Parmi les quelque cinquante firmes étrangères dans l'industrie l'on trouve une dizaine de canadiennes dont Asamera, Canadian Superior Oil, Hudson Bay, Lochiel, Sulpetro, Page Petroleum et Gulf Stream Resources. À présent aucune n'y produit du pétrole, mais le rythme des investissements ne laisse pas de doute quant aux résultats²⁰.

17. *Financial Post*, 25 avril 1981, p. 1; *Oil and Gas Journal*, 5 avril 1982, p. 93.

18. Denison Mines, *Rapport Annuel*, 1981, p. 5.

19. Denison Mines et Canada Northwest Energy, *Rapports annuels* 1981; *Oil and Gas Journal*, 1 février 1982, p. 72/73.

20. *Oil and Gas Journal*, 25 avril 1977, p. 67/71; *F. Post*, 20 février 1982, p. 11; *Financial Times Oil and Gas International Yearbook*, Londres, 1982, p. 570/571.

Conclusion

Les compagnies pétrolières à contrôle canadien ont eu un taux de croissance exceptionnel au cours des dix dernières années. D'une part, elles ont acheté une partie importante des actifs de l'industrie détenus par des intérêts étrangers au Canada. D'autre part, elles ont amorcé ou poursuivi une expansion internationale très importante, notamment aux États-Unis, au Royaume-Uni, ailleurs en Europe Occidentale (tant en Mer du nord qu'en Méditerranée), en Indonésie, en Égypte et en Australie.

Ces sociétés sont en majorité des sociétés d'exploration et de production. Seules Pétro-Canada, Husky Oil et Turbo Ressources sont intégrées verticalement au Canada, à partir de la production de brut jusqu'à la mise en marché de produits pétroliers. Plusieurs de ces sociétés explorent dans plus de cinq pays. Aucune, cependant, ne produisait en 1981 dans plus de quatre pays; plusieurs d'entre elles, toutefois, sont proches de ce seuil de multinationalisation. Trois compagnies canadiennes seulement raffinaient à l'étranger, et il est peu probable que d'autres compagnies le fassent dans un avenir prévisible à cause de la stagnation de la demande mondiale des produits pétroliers. Par ailleurs, le caractère tronqué de leur activité au Canada (où le raffinage appartient quasi exclusivement à des multinationales étrangères), et leur internationalisation tardive barrent la route à leur intégration verticale outre-frontières.

Les pays où les pétrolières canadiennes s'implantent sont en majorité des producteurs nouveaux: le Royaume-Uni, la Grèce, l'Espagne, les Philippines, la Norvège, l'Australie, etc. Faute de liquidités et trop en retard, elles ne pouvaient entrer dans les régions dont les gisements étaient depuis longtemps connus, appropriés, et en exploitation, comme au Moyen-Orient.

La majorité des nouveaux gisements sont *off shore*. Ce fait, associé aux normes très élevées de contenu local (notamment en Europe), au manque d'expertise des firmes canadiennes dans ce type de pétrole (où elles sont rarement opératrices), explique que la technologie employée dans les activités internationales soit rarement canadienne. Les multinationales pétrolières en formation sont un autre cas d'expansion mondiale avec une technologie étrangère²¹.

Le contrôle étranger de l'industrie pétrolière canadienne n'a pas empêché la création et le développement de plus d'une centaine de producteurs locaux ayant des activités internationales. Faute de pouvoir s'inté-

21. J'ai exploré ce sujet pour les multinationales de services publics, minières et manufacturières dans mon ouvrage *Les Multinationales canadiennes*, Boréal Express, Montréal, 1982.

grer sur le marché domestique à cause de la présence de FMN étrangères dans le transport, le raffinage et la distribution, les indépendants canadiens ont choisi la voie multinationale comme stratégie de croissance. Au Canada comme ailleurs, l'industrie pétrolière en est une où un pourcentage élevé de contrôle étranger coexiste avec un taux élevé de multinationalisation des firmes locales²².

ANNEXE I
LES PÉTROLIÈRES CANADIENNES
DONNÉES FINANCIÈRES 1981

(C \$ millions)

Compagnie	Actifs	Chiffre d'affaires	Actif pétrole	Chiffre d'affaire pétrole
Dome Petroleum	10 316	2 339	10 316	2 339
Petro Canada	6 613	2 695	6 613	2 695
Nova (Husky Oil)	5 004	2 670	2 075	1 506
Hiram Walker Resources (Home Oil)	4 918	2 945	2 076	349
Thomson	1 623	2 636	471	926
Pan Canadian Petroleum	1 604	642	1 604	642
Denison Mines	1 480	427	635	82
Norcen Energy Resources	1 421	834	804	244
Turbo Resources	1 063	560	1 063	560
Sulpetro	1 063	115	996	101
Bow Valley Industries	1 062	494	827	233
Ocelot	625	343	392	74
Ranger Oil	423	201	423	201
Oakwood Petroleum	370	55	370	55
Sceptre Resources	349	13	349	12
Bralorne Resources	324	337	63	13
United Canso Oil & Gas	311	41	311	41
Coseka Resources	288	30	288	30
Chieftain Development	266	70	266	70
Canada Northwest Energy	211	32	211	32
Asamera	184	382	184	382
			30 337	10 587
			(1)	(2)
			$\frac{(2) \times 100}{(1)} = 35\%$	

22. Pour la France à ce sujet voir J. Savary, *Les multinationales françaises*, P.U.F., Paris, 1983, p. 63.

ANNEXE II
LE CONTRÔLE DES PÉTROLIÈRES CANADIENNES EN 1981

Compagnie	Contrôle
Dome Petroleum	Dome Mines (27%) ⁽¹⁾
Petro-Canada	Gouv. fédéral (100%)
Nova	Contrôle interne
Hiram Walker Resources	Contrôle interne
International Thomson Org.	Famille Thomson (82%)
Pan Canadian Petroleum	Canadien Pacifique Ltée (87%) ⁽²⁾
Denison Mines	S. Roman et associés (35%)
Norcen Energy Resources	Argus Corp. ⁽³⁾
Turbo Resources	V.K. Travis (23%), R.G. Brawn (12%)
Sulpetro	G. Van Wielingen (63%)
Bow Valley Industries	Famille Seaman (17%), famille Bronfman (12%)
Ocelot Industries	J.V. Lyons (76%)
Ranger Oil	Contrôle interne
Oakwood Petroleum	D.E. Hawkins II (20%)
Sceptre Resources	Consolidated Bathurst (23%) ⁽⁴⁾ CA (7%)
Bralorne Resources	Versatile Corp. (58%) ⁽⁵⁾
United Canso Oil & Gas	Realwest Energy Co. (13%) ⁽⁶⁾
Coseka Resources	Bramalea Ltd (35%) ⁽⁷⁾
Chieftain Development	S.A. Milner (10%), J.T. MacGuire (4%)
Canada Northwest Energy	Imasco (18%), Transalta Resources (10%), Olympia & York (9%), CA (9%)
Asamera	Realwest Energy Co. (17%) ⁽⁶⁾

(1) Dome Mines est à son tour contrôlée par Dome Petroleum.

(2) Le CP est à contrôle interne.

(3) Argus Corp. est contrôlé par Conrad et G.M. Black.

(4) Consolidated Bathurst est contrôlé par Paul Desmarais via Power Corp.

(5) Versatile est contrôlée par la famille Bentley-Prentice via Canfor Investments.

(6) Realwest est une société privée de gestion, propriété de Edgar Kaiser Jr, Charles Woodward, J. Poole, W. Levine, A. McNaughton, R. Turner, R. Lee et P. Brown, tous de Vancouver.

(7) Bramalea est contrôlé par K.E. Field (23%) et J.R. Shiff (23%).